



REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE ANSE**

Séance du 14/04/2025

OBJET : Mise à jour du Plan Pluriannuel d'Investissements

Nombre de Conseillers en exercice : 29

Nombre de présents : 23

Nombre d'exprimés : 27

Date convocation : 01/04/2025

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique, salle du Conseil Municipal, le quatorze avril deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures, sous la présidence de Daniel POMERET, Maire.

Etaient présents :

Daniel POMERET, Jean-Luc LAFOND, Claire ROSIER, Xavier FELIX, Marie-Claire PAQUET, Luc FERJULE, Nathalie HERAUD, Max DURMARQUE, Liliane BLAISE (maire-adjoints)

Christophe MONTANTEME, Pascale ANTHOINE, Emmanuelle SCHARFF, Linda BEGGUI, Pierre REBUT, Ludivine CHERICI, Fabrice MORICHON, Roseline MHARI AGOURRAME, Stéphane DUTHEIL, Sandrine TROUSSIEUX, Christophe DEBIZE, Carine RANSEAU, Gilbert PRIGENT, Bruno PONNET,

Absents excusés : Karim MOYENIN OUARDI, Didier RICHERD

Procurations :

Marie-Hélène BERNARD donne pouvoir à Daniel POMERET

Céline BABUS donne pouvoir à Ludivine CHERICI

Ouda MECHAIN donne pouvoir à Emmanuelle SCHARFF

Alexis VERMOREL donne pouvoir à Xavier FELIX

Jean-Luc LAFOND est désigné secrétaire de séance.

Bénédicte ROGER-CERTHOUX Directrice Générale des services assiste au conseil en application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est rappelé que le PPI est un outil de pilotage pluriannuel des investissements qui permet de lancer les études nécessaires pour préparer les gros chantiers.

Le PPI est également une feuille de route identifiant des priorités politiques pluriannuelles, contenant des projets qui seront ajustés annuellement dans le cadre des budgets annuels.

La méthode appliquée a été de recenser les projets d'équipements structurants, les projets contribuant au cadre de vie, tant en matière d'espaces naturels et environnementaux, qu'en matière de sécurisation de l'espace public, et les projets de services aux citoyens.

La volonté exprimée dans ce PPI est de continuer sur la même trajectoire que ces dernières années, en se limitant à un budget raisonné, et en priorisant les actions.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Comme toujours, il y a les actions « socles » qui doivent être réalisées et les « complémentaires » qui le seront en fonction des opportunités et des moyens.

Rappel des investissements du précédent PPI (2024-2026) repris dans le nouveau PPI actualisé 2025 – 2027 :

I - Salle des fêtes

1 - Objet de l'opération : La Commune a souhaité se doter d'une salle des fêtes adaptée à des manifestations telles que : repas dansant d'associations – mariages – fêtes privées etc.

2 - Objectif poursuivi : C'est un équipement entre Ansolia et le foyer rural, adapté à une demande forte actuellement.

Cette salle est d'une contenance de 250 à 300 personnes, et permet la musique amplifiée dans le respect des normes. Son implantation est sur un terrain acquis en 2023 près de la caserne des pompiers, à proximité de la nouvelle crèche de Anse.

Il a été prévu également un parking suffisamment dimensionné.

3 - Durée de l'opération : Cette opération s'est terminée sur 2023, les derniers règlements interviendront sur 2025, compte tenu des périodes de garanties des végétaux.

II – Restructuration – extension de l'école Paul Cézanne

1 - Objet de l'opération : La Commune souhaite profiter de la restructuration partielle nécessaire de l'école maternelle Paul Cézanne, pour l'agrandir et ainsi anticiper les besoins futurs par une offre scolaire.

2 - Objectif poursuivi : Les premières études ont mis en avant la complexité de travailler et la durée excessive nécessaire pour réaliser les travaux en site occupé. La commune a donc fait le choix de procéder à l'acquisition de modulaires pour recréer intégralement l'école maternelle Cézanne sur le parking Ansolia. L'ouverture a été effective fin 2023.

Le projet comprend la restructuration, notamment en matière énergétique, de la partie ancienne, de même que la création d'au moins 2 classes supplémentaires, afin d'anticiper les besoins futurs.

3 - Durée de l'opération : Les études sont prévues sur 2024, les travaux sur 2025, 2026 et 2027 pour une durée approximative de 48 mois.

III – Extension de la Gendarmerie

Par courrier de Monsieur le Ministre, l'accord pour lancer les procédures d'agrandissement de la Brigade de Gendarmerie a été acté.

1 - Objet de l'opération : La Commune a donné son accord pour porter l'investissement correspondant à l'agrandissement de la gendarmerie (locaux d'habitation et bureaux)



2 - Objectif poursuivi : Ce sera une opération à mener en site occupé, avec pour objectif d'offrir aux forces de gendarmerie des conditions de travail améliorées et un potentiel de développement

3 - Durée de l'opération : Les études sont prévues sur 2024 et 2025, les travaux sur 2025 et 2026 pour une durée approximative de 15 mois.

Coûts estimatifs et Financements attendus

Coûts	TOTAL de l'opération sur la durée du PPI 2025-2027	2025	2026	2027
Salle des colonnes	50 k€	50 k€	0	0
Ecole Paul Cézanne, avec restauration et bureaux (9000ke)	7 520 k€	5 700 k€	1 200 k€	620 k€
Extension gendarmerie	1 800 k€	200 k€	800 k€	800 k€
Total	9 370 k€	5 950 k€	2 000 k€	1 420 k€
<u>Financements</u>				
Subventions	480 k€	330 k€	150 k€	
Cession	1 000 k€	0 k€	1 000 k€	
FCTVA	1 300 k€	640 k€	280 k€	380 k€
Autofinancement	3 090 k€	2 450 k€	70 k€	570 k€
Emprunts Cézanne	2 500 k€	2 500 k€	0 k€	0 k€
Emprunts Gendarmerie	1 000 k€	0 k€	500 k€	500 k€
Total Financements	9 370 k€	5 920 k€	2 000 k€	1 450 k€

031/2025

Envoyé en préfecture le 18/04/2025

Reçu en préfecture le 18/04/2025

Publié le 18/04/2025

ID : 069-216900092-20250414-031_2025-AR



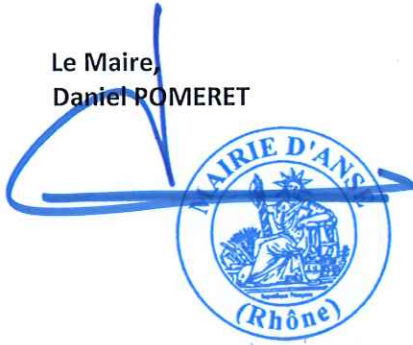
LE CONSEIL MUNICIPAL

A l'unanimité des votants

1°) **APPROUVE** la mise à jour du Plan Pluri Annuel d'Investissement, actualisé « PPI 2025-2027 »

2°) **CHARGE** Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Le Maire,
Daniel POMERET



Le secrétaire
Jean-Luc LAFOND

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.